

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 36.096/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 novembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 31 mars 2003 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge et portant exécution de l'article 10, § 1^{er} de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers", a donné le 20 novembre 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est spécialement motivée par le fait que l'article 10 de la loi (précitée) du 2 août 2002 est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2003 et qu'il y a lieu par voie de conséquence de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour garantir la qualité de l'information financière lors de la première application du règlement du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, en particulier lors de l'application de la norme IFRS 1 «First-Time Adoption of IFRS», qui impose d'établir un bilan d'ouverture selon les normes IFRS et ce dès le 1^{er} janvier 2004. Ceci impose de garantir un passage harmonieux à l'application obligatoire des normes comptables internationales, en tenant compte des besoins des sociétés concernées, à savoir les sociétés dont les instruments financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé et qui constituent le cœur du nouveau dispositif. Il convient donc d'assurer sans délai aux sociétés cotées la sécurité juridique quant au droit des comptes annuels qui leur est applicable à la suite de la disposition transitoire du règlement précité".

Cette motivation de l'urgence n'a toutefois trait qu'aux articles 1^{er} à 8 et 11 du projet, ainsi qu'il ressort du reste du rapport au Roi qui y est joint. Comme elle est en revanche étrangère aux modifications prévues par les articles 9, 10 et 12 du projet ⁽¹⁾, il n'y a pas lieu de les examiner en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

*

* *

⁽¹⁾ Ajoutés suite à la demande formulée en ce sens dans l'avis de la Commission bancaire et financière.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, et compte tenu de l'importance des demandes d'avis qui ont été simultanément introduites dans un délai de cinq jours ⁽²⁾le projet appelle les observations ci-après.

Le préambule du projet vise comme seul fondement légal la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment l'article 10, § 1^{er}, 1° à 5°. Ces dispositions sont ainsi rédigées :

"Art. 10. § 1^{er}. Le Roi, sur avis de la CBF, définit :

1° les obligations qui incombent aux émetteurs d'instruments financiers admis, à leur demande, aux négociations sur un marché réglementé belge en matière d'informations à fournir au public :

a) de manière périodique sur leurs activités et résultats;

b) immédiatement, en cas de survenance de faits nouveaux importants dans leur sphère d'activité qui ne sont pas dans le domaine public et qui sont susceptibles, en raison de leur incidence sur leur situation patrimoniale ou financière ou la marche générale de leurs affaires, d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers en question;

c) en cas de modification significative dans la structure des participations importantes dans leur capital;

2° les exigences en matière de normes comptables appliquées par les émetteurs visés au 1° pour l'information financière fournie au public;"

⁽²⁾ La deuxième chambre de législation a été saisie de demandes d'avis dans un délai de 5 jours sur un projet de loi-programme, un projet de décret-programme de la Région wallonne, un projet de décret-programme de la Communauté française et un projet de loi "organisant la répartition entre les collèges électoraux du nombre de membres belges à élire au Parlement européen" auxquelles viennent s'ajouter des demandes d'avis dans un délai d'un mois.

L'habilitation ainsi conférée au Roi ne porte que sur la fixation des normes comptables dans la mesure où celles-ci sont destinées à l'information à fournir au public. Elle n'habilite donc pas, de façon générale, le Roi à rendre applicables et par voie de conséquence inapplicables certaines dispositions du Code des sociétés (Livre IV, Titres VI et VII). Par conséquent, à défaut de pouvoir invoquer une autre base légale, l'article 4 du projet devrait être omis ⁽³⁾.

⁽³⁾ Voir aussi la note en bas de page 1 du Rapport au Roi selon laquelle, à la suite de l'abrogation de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille (article 134 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003), "(...) les dispositions qui, dans la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés ainsi que dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels, doivent être adaptées en temps opportun".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.096/2

VAN DE AFDELING WETGEVING

VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 november 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 maart 2003 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische gereguleerde markt en tot uitvoering van artikel 10, § 1 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten", heeft op 20 november 2003 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence est spécialement motivée par le fait que l'article 10 de la loi (précitée) du 2 août 2002 est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2003 et qu'il y a lieu par voie de conséquence de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour garantir la qualité de l'information financière lors de la première application du règlement du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, en particulier lors de l'application de la norme IFRS 1 «First-Time Adoption of IFRS», qui impose d'établir un bilan d'ouverture selon les normes IFRS et ce dès le 1^{er} janvier 2004. Ceci impose de garantir un passage harmonieux à l'application obligatoire des normes comptables internationales, en tenant compte des besoins des sociétés concernées, à savoir les sociétés dont les instruments financiers sont admis aux négociations sur un marché réglementé et qui constituent le coeur du nouveau dispositif. Il convient donc d'assurer sans délai aux sociétés cotées la sécurité juridique quant au droit des comptes annuels qui leur est applicable à la suite de la disposition transitoire du règlement précité".

Deze motivering van de spoedeisendheid heeft evenwel alleen betrekking op de artikelen 1 tot 8 en 11 van het ontwerp, zoals overigens blijkt uit het verslag aan de Koning, dat daarbij is gevoegd. Aangezien ze daarentegen niets uitstaande heeft met de wijzigingen vervat in de artikelen 9, 10 en 12 van het ontwerp ⁽¹⁾, is er geen grond om die artikelen overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, te onderzoeken.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3,

⁽¹⁾ Toegevoegd nadat daarom was verzocht in het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, en gezien het grote aantal gelijktijdig ingediende aanvragen om een advies binnen een termijn van vijf dagen ⁽²⁾, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

In de aanhef van het ontwerp wordt als enige rechtsgrond de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten opgegeven, inzonderheid artikel 10, § 1, 1° tot 5°. Deze bepalingen luiden als volgt :

"Art. 10. § 1. Op advies van de (CBFA) bepaalt de Koning :

1° de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die, op hun verzoek, zijn toegelaten tot de verhandeling op een Belgische gereguleerde markt, op het gebied van informatieverstrekking aan het publiek :

a) periodiek over hun activiteiten en resultaten;

b) onmiddellijk, ingeval er zich in hun activiteitssfeer belangrijke nieuwe feiten voordoen die niet publiek bekend zijn, en die, omwille van de invloed ervan op hun vermogens of financiële toestand of de algemene gang van hun zaken, de koers van de betrokken financiële instrumenten gevoelig zouden kunnen beïnvloeden;

c) in geval van een aanmerkelijke wijziging in de structuur van de belangrijke deelnemingen in hun kapitaal;

2° de vereisten inzake boekhoudkundige normen die door de in 1° bedoelde emittenten worden toegepast voor de financiële informatieverstrekking aan het publiek;"

De aldus aan de Koning verleende machtiging heeft alleen betrekking op het vaststellen van de boekhoudkundige normen voorzover deze bestemd zijn voor de

⁽²⁾ Bij de tweede kamer van de afdeling Wetgeving zijn aanvragen binnengekomen om een advies binnen een termijn van vijf dagen over een ontwerp van programmawet, een ontwerp van programmadecreet van het Waals Gewest, een ontwerp van programmadecreet van de Franse Gemeenschap en een ontwerp van wet tot regeling van de verdeling tussen de kiescolleges van het aantal in het Europees Parlement te verkiezen Belgische leden", waarbij nog de aanvragen komen om een advies binnen een termijn van één maand.

informatieverstrekking aan het publiek. De Koning wordt hierbij dus niet in algemene zin gemachtigd sommige bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen (Boek IV, Titels VI en VII) toepasselijk en dus ook niet-toepasselijk te verklaren. Bijgevolg moet, voor het geval dat geen andere rechtsgrond kan worden aangevoerd, artikel 4 van het ontwerp vervallen ⁽³⁾.

⁽³⁾ Zie ook de voetnoot op blz. 2 van het Verslag aan de Koning, luidens welke, als gevolg van de opheffing van het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen (artikel 134 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, dat op 1 juni 2003 in werking is getreden), "(...) de bepalingen vervat in de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen en in de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen (...) ten gepasten tijde aangepast (dienen) te worden".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS